



Indonésie

Réunion du conseil d'entreprises France – Indonésie avec

M. Airlangga HARTARTO

Ministre-Coordinateur pour les affaires économiques

et

M. Kennedy SIMANJUNTAK

Ministre Adjoint du Développement national et de la Planification (BAPPENAS)
pour l'Infrastructure

présidée par

M. Philippe LOUIS-DREYFUS

Président du conseil d'entreprises France-Philippines de MEDEF International

Président du conseil de surveillance de Louis Dreyfus Armateurs

en présence de

M. François CORBIN

Président du Comité ASEAN de MEDEF International

Représentant spécial du Ministre des Affaires étrangères de la France pour les Relations
économiques avec les pays de l'ASEAN

MARDI 30 JUIN 2020

Webinaire

C O M P T E - R E N D U

réservé aux membres de MEDEF International

I. Potentiel de renforcement des relations économiques

L'année 2020 marque les 70 ans de relations diplomatiques entre l'Indonésie et la France. Au pan économique, les relations disposent d'un potentiel encore insuffisamment exploité et demeurent encore peu diversifiées alors même que le marché indonésien offre des atouts et perspectives solides :

- une croissance autour de 5% depuis plus d'une décennie, dynamique stoppée net par la pandémie. Toutefois, selon l'Indonésie semble faire partie des pays dont l'économie fera preuve de résilience, avec des estimations de croissance pour 2020 autour de 0-0.5% et un rebond attendu autour de 5% en 2021,

- une population jeune de 270 millions d’habitants, une classe moyenne en croissance, l’utilisation de plus en plus répandue de nouvelles technologies,
- un Gouvernement engagé dans la transformation de l’Indonésie en un pays développé d’ici 2045 (« **Indonesia Maju** » – *Indonesia Onward*) et à exécuter des réformes favorisant l’investissement,
- un vaste projet d’infrastructures, dont le projet de nouvelle capitale sur l’île de Borneo,
- l’Indonésie est membre de l’ASEAN dont il constitue la première économie,
- l’Indonésie sera membre du RCEP – *Regional Comprehensive Economic Partnership*, bloc commercial qui inclura 15 pays (ASEAN, Australie, Chine, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande).

Le commerce France-Indonésie se concentre essentiellement sur l’importation de produits alimentaires (épices, cacao, produits de mer, huile de palme), de caoutchouc, de motos, et l’exportation de produits laitiers, produits cosmétiques, pharmaceutiques, équipements industriels et aéronautiques. Selon les informations du Gouvernement indonésien, la France, 17^{ème} investisseur étranger en Indonésie en 2019 (28^{ème} en 2018) a investi près de 167 M\$, avec une tendance à la hausse en 2019 vs. 2018.

La France fait partie des 4 pays européens les plus présents en Indonésie (avec l’Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni). Si l’Indonésie est en discussions avec l’Union Européenne (UE) depuis 2009 sur le cadre d’un accord commercial, le Royaume-Uni est récemment devenu très actif dans la perspective de finaliser un accord RU-Indonésie.

II. Les leviers de relance de l’économie indonésienne

L’Indonésie a été, d’un point de vue sanitaire, l’un des pays d’Asie les plus touchés par la pandémie. Il comptait au 29 juin plus de 55000 cas et 2805 décès. L’économie du pays a été sévèrement affectée, mais le Gouvernement fait part de son optimisme sur la capacité du pays à se redresser, dès le T4 2020. La roupie indonésienne et l’index boursier de Jakarta, affaiblis ces derniers temps, se sont récemment renforcés, et la banque centrale peut s’appuyer sur de solides réserves en devises étrangères (124.3 G\$ en 2019).

1. Indonesia Maju

Le Président d’Indonésie Joko Widodo a, dans ses priorités pour le développement du pays, lancé l’« **Indonesia Maju** », un programme qui vise à faire de l’Indonésie la 5^{ème} économie mondiale en 2045, et dont la transformation économique doit commencer dès 2020. Cette vision se décline en un agenda de développement en 7 points (dont la résilience économique, le développement régional, des ressources humaines qualifiées, le développement culturel, les infrastructures, l’environnement, ou encore la transformation des services publics), ainsi que des objectifs chiffrés dans plusieurs secteurs, (dont le tourisme).

Les nouveaux projets stratégiques nationaux majeurs répondent à ces 7 points de l’agenda de développement. A titre d’exemple, le Gouvernement cible le développement de 7 ports principaux et 36 petits ports pour densifier son réseau portuaire ; il prévoit la construction de lignes de transports publics dans 6 villes (Jakarta, Surabaya, Bandung, Medan, Makassar, Semarang) et 600 km de nouvelles routes, ou encore que 23% du mix énergétique du pays en 2045 soit d’origine renouvelable (12GW de capacité de production).

2. Le programme de relance économique nationale

Le **Programme de relance économique national (PEN)** vise à atténuer les conséquences de la crise et à rétablir un niveau de santé économique et sociale :

- en renforçant le secteur de la santé (matériel médical, infrastructures, équipements...),
- en soutenant les groupes les plus vulnérables et les entreprises (assistance sociale, subventions, exonérations de taxes, rééchelonnement de prêts...),
- en favorisant des conditions de liquidité (taux d'intérêts abaissés...).

Ce programme PEN doit mobiliser 48.7 G\$ (dont 6.1 G\$ pour le secteur de la santé). Il permettra ensuite à l'Indonésie de se concentrer pleinement sur la réalisation du plan 2020-2024, en particulier sur :

- la revitalisation du secteur manufacturier en accélérant **l'initiative Making Indonesia 4.0**,
- la **transformation digitale** (71% des paiements sont digitaux en 2020, 170 millions de personnes utilisent internet dans le pays, des chiffres en augmentation, surtout dans la tranche jeune de la population), accélérée par la disruption de la pandémie,
- le gouvernement souhaite développer l'infrastructure et développer *l'e-governance*,
- la réalisation des **projets stratégiques nationaux**.

3. Les projets stratégiques nationaux 2020-2024

Le Gouvernement indonésien a identifié 91 nouveaux projets stratégiques nationaux pour la période 2020-2024 (dont 41 majeurs), pour lesquels doivent être mobilisés 97 G\$. Le Gouvernement cherche à y impliquer davantage le secteur privé : 36 projets seront implémentés en PPP. Le besoin de financement pour les 41 projets majeurs a été établi à 440 G\$. Ces projets incluent entre autres :

- le développement de 10 destinations touristiques,
- le développement de l'Industrie 4.0 et d'infrastructures pour les TIC
- le développement d'énergie renouvelable à base d'huile de palme,
- des programmes de formation professionnelle,
- la construction d'1 million de logements urbains.

Par ailleurs, le **projet de nouvelle capitale – Ibu Kota Negara**, ambitieux, a vu son calendrier décalé à cause de la crise du Covid-19. Le BAPPENAS (Ministère du développement national et de la planification) souhaite en finaliser le master-plan en décembre 2020, tandis que le projet de loi sur la nouvelle capitale sera présenté au parlement dans les prochains mois. L'objectif est que tous les éléments (plan d'urbanisme, master-plan, loi ...) soient prêts en fin d'année.

La nouvelle capitale est planifiée pour devenir un **hub économique et industriel** : connectant les villes de Samarinda et Balikpapan à Ibu Kota Negara, ce hub devrait attirer beaucoup d'investissements et devenir un moteur de l'économie indonésienne sur l'île de Borneo, relié aux chaînes de valeur mondiales.

Concernant les réformes, le calendrier du **projet de loi Omnibus** a été perturbé par la pandémie ; il devrait être présenté au Parlement et finalisé au mois d'août, pour une mise en œuvre dès fin 2020. Cette loi comprendra un ensemble de mesures pour relancer l'économie en soutenant les entreprises (en particulier les PME et coopératives), la création et la préservation de l'emploi, et l'investissement.

Son objectif est également d'initier la transformation de l'économie (simplification des régulations, augmentation de la compétitivité des entreprises, amélioration des conditions d'exercice pour les affaires (*ease of doing business*), obtention des licences commerciales, recherche & innovation, sécurité juridique pour les investisseurs étrangers ...).

III. Points sectoriels

Les **marchés publics** (*government procurement*) sur la période 2020-24 seront majoritairement concentrés sur les domaines des infrastructures, l'éducation et la formation professionnelle, et dans la santé (renouvellement des infrastructures médicales...).

Formation professionnelle (*capacity building*) : l'Indonésie, dans le cadre de son accord de partenariat et de coopération avec l'UE (signé en 2009, entré en vigueur en 2014), dédie une grande partie des projets à la formation professionnelle. Le Gouvernement regrette cependant que les ressources pour ces projets soient dispersées dans plusieurs sujets, ce qui en limite l'efficacité. Il préférerait que ces ressources soient concentrées pour la formation professionnelle dans un secteur choisi (commerce, agriculture, industrie...) afin d'obtenir des résultats dans le développement du capital humain qui puissent servir de levier pour l'économie, alors que toute une partie jeune de la population a besoin de formation professionnelle. A noter, l'Indonésie a mis en place un programme de formation professionnelle avec l'Allemagne.

Energie renouvelable : l'Indonésie se concentre dans les 5 prochaines années sur des projets d'énergie renouvelable (aucun nouveau projet d'énergie fossile parmi la liste des projets sur 2020-24). Les projets d'énergie éolienne marine et d'énergie marémotrice (pour l'île de Lombok par exemple) sont pour l'instant au stade de d'étude et de discussions. Le coût d'investissement dans ces projets reste un sujet.

La crise du Covid-19 accélère la **digitalisation de l'économie**, secteur incontournable dans la relance. 80% du pays a aujourd'hui accès au numérique. Sur la période 2020-24, l'Indonésie compte renforcer encore davantage la couverture numérique en développant les infrastructures digitales, en investissant dans des systèmes satellites, et dans des centres de données. Le Gouvernement souhaite aussi développer l'e-gouvernement, avec une gamme de services gouvernementaux digitaux et plus transparents. Des secteurs tels que l'éducation (à distance) et la santé (télémédecine) bénéficieront également d'investissements dans la digitalisation.

Agroalimentaire : le Gouvernement indonésien a souligné son engagement à assurer la sécurité des produits alimentaires, avec des agences spécialisées et des inspections régulières en place, en coordination avec le Ministère de l'agriculture. L'Indonésie discute avec plusieurs pays, dont la France, sur l'amélioration de son dispositif.

Depuis plusieurs années, le Gouvernement indonésien développe l'agriculture familiale, avec des projets associant des grands groupes agroalimentaires à des petites exploitations afin que d'une part, les petites exploitations gagnent une compréhension du marché et de ses produits, et que d'autre part elles puissent bénéficier de fonds pour augmenter leurs ressources, et ainsi leur capacité de production et la qualité de leurs produits. Cette agriculture ne parvient cependant pas à suffire aux besoins en alimentation de la population.

Parmi ses nouvelles initiatives, le Gouvernement souhaite **développer l'estate farming**, dans des zones identifiées avec un potentiel élevé de production répondant aux besoins de la population (Kalimantan, Papouasie, Sulewasi), en misant notamment sur la riziculture.

Sur **l'importation d'alcools et spiritueux** en Indonésie, les licences d'importation avaient été suspendues pendant plusieurs mois. Cependant, alors que les importations ont repris pour une partie des importateurs mondiaux, celles depuis l'Union Européenne semblaient exclues depuis plusieurs mois. L'Ambassade d'Indonésie en France informe que la liste des boissons alcoolisées pour l'importation est revue régulièrement, qu'elle continue de procéder à l'enregistrement de distributeurs et agents pour l'importation d'alcools et de spiritueux, et que la France continue d'exporter vins, vins pétillants, rhum, gin, whiskies, et spiritueux.

Transports : le **secteur aérien** est durement très touché par la crise. L'Indonésie étant un archipel de 17000 îles, les vols domestiques reprennent à une fréquence limitée entre les grandes villes (de Jakarta à Surabaya...). Le Gouvernement tente de stimuler le secteur, avec des incitatifs et par exemple un important plan d'aide pour la compagnie aérienne Garuda.

Le **secteur aéroportuaire est très ouvert aux investisseurs étrangers**. Un appel d'offre pour le premier aéroport en Indonésie à être opéré non par des entreprises d'Etat, mais par un opérateur étranger (Komodo airport) avait attiré 5 consortiums étrangers en fin 2019 (gagné par le consortium PT Cardig Aero Services & Singapore's Changi Airports International). Plusieurs projets d'aéroports sont ouverts aux investissements étrangers.

Concernant le **secteur maritime**, la TVA sur les frais de port appliquée par Pelindo II s'applique actuellement, via le système Inaportet du Ministère des transports, aux agents locaux opérant pour le compte d'une entreprise étrangère. Si l'entreprise concernée est également enregistrée comme entité légale indonésienne (registre BUT – Permanent establishment), elle devrait être exempte de TVA. Si elle ne l'est pas, cette divergence administrative pourrait être résolue par une clarification ad hoc auprès du Ministère des finances. Le remboursement éventuel des sommes de TVA versées à ce titre dans le passé doit faire l'objet d'une discussion.

Le budget alloué au secteur de **la défense** a, comme dans plusieurs autres portefeuilles, subi des coupes cette année. Le Gouvernement indonésien continuera ses achats d'équipements militaires, mais de manière plus sélective. Il souhaite également développer son industrie de défense, en y consacrant une part de son budget défense, et en travaillant avec un nombre plus restreint de pays partenaires, dont la France, avec laquelle l'Indonésie est en train de finaliser un accord de coopération de défense et une lettre d'intention pour le renouvellement d'équipements militaires.